

Ayvens

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG S.A.

Tour EQHO
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2025)**

A l'assemblée générale

Ayvens

Tour Granite – CS 50318,
17, Cours Valmy
92800 Puteaux

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Ayvens relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit et de contrôle interne.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes « Règles et méthodes comptables » et « Changements de méthode » de l'annexe aux comptes annuels qui décrivent les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

(Se référer aux paragraphes « Participations et autres titres immobilisés » et « Filiales et participations » de l'annexe aux comptes annuels)

| Risque identifié | Réponse d'audit |
|--|--|
| <p>Au 31 décembre 2025, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur brute de 13 007 millions d'euros et un montant de dépréciation de 2 388 millions d'euros, soit une valeur nette comptable de 10 619 millions d'euros.</p> <p>A la clôture de l'exercice, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'utilité. La méthode de valorisation pour déterminer cette valeur d'utilité s'appuie sur différents critères, tels que l'actif net comptable, l'analyse de la rentabilité fondée sur les plans d'affaires établis par les filiales ou une valorisation réalisée par un expert indépendant.</p> <p>Une dépréciation est constatée si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.</p> <p>L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans la détermination des projections de flux de trésorerie futurs et des principales hypothèses retenues.</p> <p>Compte tenu de l'importance des titres de participation et des hypothèses sous-jacentes à leur évaluation, nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de l'audit.</p> | <p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance des procédures de contrôle relatives aux tests de dépréciation des titres de participation ; - Apprécier, sur la base d'échantillons, la justification des méthodes d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés par la société pour déterminer les valeurs d'utilité ; - Apprécier la cohérence des plans d'affaires établis par les directions financières des filiales avec notre connaissance des activités ; - Apprécier les principales hypothèses et paramètres utilisés au regard des informations internes et externes disponibles ; - Effectuer, sur la base d'échantillons, un recalcul des valeurs d'utilité retenues par la direction. <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations mentionnées en annexe aux comptes annuels.</p> |

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation de la traduction en anglais des comptes annuels destinée à être incluse dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format

d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation de la traduction en anglais, examinée par le conseil d'administration, des comptes annuels destinée à être incluse dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établie sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation de la traduction en anglais des comptes annuels destinée à être incluse dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que la traduction en anglais des comptes annuels qui sera effectivement incluse par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspond à celle sur laquelle nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Ayvens par votre assemblée générale du 14 mai 2024 pour les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et KPMG S.A.

Au 31 décembre 2025, les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et KPMG S.A. étaient dans la deuxième année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit et de contrôle interne de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit et de contrôle interne

Nous remettons au Comité d'audit et de contrôle interne un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit et de contrôle interne figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit et de contrôle interne la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit et de contrôle interne des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 9 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG S.A.

 Amel HARDY-BEN BDIRA

 Ridha Ben Chamek

 Guillaume Mabille

 Maxime Vandebroek

Amel Hardy-Ben Bdira

Ridha Ben Chamek

Guillaume Mabille

Maxime van den Broek

6.4 Information sur les comptes individuels d'Ayvens SA

6.4.1 Évolution de l'activité 2025 d'Ayvens SA

Le processus d'intégration initié en 2023 suite à l'acquisition de LeasePlan, se poursuit dans une optique de synergie et d'harmonisation des processus internes.

Par ailleurs, afin de rationaliser la structure juridique et opérationnelle, Ayvens continue de procéder dans certains pays aux fusions des entités opérationnelles ex-ALD et ex-LeasePlan. Courant 2025, ces fusions ont été opérées en Italie, Suède, Mexique, Suisse, Roumanie, Espagne, Hongrie, Brésil, Allemagne, Slovaquie et Autriche. En complément, certains titres de participation détenus par l'entité ALD International GmbH ont été transférés en novembre et décembre 2025 : Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Estonie, Croatie et Slovénie.

Sur sa structure capitalistique, Ayvens a procédé en 2025 à une distribution exceptionnelle d'un montant d'environ 690 millions d'euros sous la forme :

- d'un rachat d'actions de 339 millions d'euros opéré entre novembre et décembre 2025, actions qui ont été annulées en décembre 2025 ;
- d'un acompte sur dividende exceptionnel de 328,9 millions d'euros payé en décembre 2025.

Le Directeur général du groupe Ayvens Tim ALBERTSEN, en poste depuis le 27 mars 2020 a été remplacé le 1^{er} décembre 2025 par Philippe de Rovira.

Le transfert du siège social a été réalisé le 1^{er} novembre 2025 vers la Tour Granite située à Puteaux.

6.4.2 Présentation des comptes annuels d'Ayvens SA

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Ayvens SA

est consolidée au sein du Groupe Société Générale avec un pourcentage d'intérêt de 54,8 %.

6.4.3 Délais de paiement

6.4.3.1 Fournisseurs

6.4.3.1.1 Factures échues, reçues et non réglées à la date de clôture de l'exercice

| (en milliers d'euros) | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) |
|--|-----------------------|--------------|---------------|---------------|---------------------|------------------------------|
| Nombre de factures concernées | 220 | 66 | 23 | 10 | 14 | 113 |
| Montant total TTC net des factures concernées | 19 814 | 3 848 | 281 | 340 | 323 | 4 792 |
| Pourcentage du nombre total des achats de l'exercice TTC | 9 % | 2 % | 0 % | 0 % | 0 % | 2 % |

6.4.3.1.2 Factures exclues du 6.4.3.1.1 relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées

| | |
|--|-------|
| Nombre de factures exclues | Néant |
| Montant total TTC des factures exclues | Néant |

6.4.3.1.3 Délais de paiement de référence utilisés

| Délais légaux de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement | Date de facture + 45 jours fin de mois/ Date de facture fin de mois + 45 jours/60 jours date de facture |
|---|--|
| Délais contractuels de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement | À réception de la facture/Date de facture + 15, 30, 45 fin de mois/ Date de facture + 5, 7, 8, 10, 12, 14, 15, 20, 30, 40, 45, 50, 60 jours |

6.4.3.2 Clients

6.4.3.2.1 Factures émises et non réglées à la date de clôture de l'exercice

| (en milliers d'euros) | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) |
|--|-----------------------|--------------|---------------|---------------|---------------------|------------------------------|
| Nombre de factures concernées ⁽¹⁾ | 212 | 3 | 39 | - | 172 | 214 |
| Montant total TTC net des factures concernées ⁽¹⁾ | 13 180 | 39 | 16 365 | - | 7 087 | 23 491 |
| Pourcentage du nombre total des ventes de l'exercice TTC | 7 % | 0 % | 9 % | 0 % | 4 % | 13 % |

(1) Excluant les avoirs émis représentant un montant total de 8 239 milliers d'euros.

6.4.3.2.2 Factures exclues du 6.4.3.2.1 relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées

| | |
|--|-------|
| Nombre de factures exclues | Néant |
| Montant total TTC des factures exclues | Néant |

6.4.3.2.3 Délais de paiement de référence utilisés

| Délais légaux de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement | Date de facture + 30 jours |
|---|----------------------------|
| Délais contractuels de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement | Date de facture + 30 jours |

6.4.4 Tableau des résultats financiers d'Ayvens SA

Le tableau ci-dessous prévu à l'article R. 225-102 alinéa 2 du Code de commerce, fait apparaître les résultats financiers de l'entreprise au cours des cinq derniers exercices.

| Nature des indications <i>Établi en euros</i> | Exercice 2025 | Exercice 2024 | Exercice 2023 | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| I. Capital en fin d'exercice | | | | | |
| a) Capital social (en milliers d'euros) | 1 175 793 | 1 225 441 | 1 225 441 | 848 618 | 606 155 |
| b) Nombre d'actions ordinaires existantes (en milliers) | 783 862 | 816 960 | 816 960 | 565 745 | 404 410 |
| II. Résultat de l'exercice (en milliers d'euros) | | | | | |
| a) Chiffre d'affaires hors taxes | 155 657 | 167 735 | 140 256 | 120 990 | 108 430 |
| b) Résultat avant impôts et charges calculées | 3 386 363 | 1 827 140 | 1 474 321 | 280 144 | 401 297 |
| c) Impôt sur les bénéfices | (33 226) | (36 003) | (17 612) | (25 471) | (16 027) |
| d) Participation des salariés due au titre de l'exercice | | | | | |
| e) Dotations aux amortissements et provisions | 2 419 209 | (45 518) | 81 857 | 11 781 | 9 518 |
| f) Résultat après impôts et charges calculées | 1 000 380 | 1 908 661 | 1 410 076 | 293 833 | 407 806 |
| g) Résultat distribué au titre de l'exercice | 791 409 | 302 275 | 383 971 | 601 593 | 436 432 |
| III. Résultat par action (en euros) | | | | | |
| a) Résultat après impôts mais avant charges calculées | 4,36 | 2,28 | 1,83 | 0,54 | 1,03 |
| g) Résultat après impôts et charges calculées | 1,28 | 2,34 | 1,73 | 0,52 | 1,01 |
| c) Dividende ordinaire net attribué à chaque action | 0,59 | 0,37 | 0,47 | 1,06 | 1,08 |
| IV. Personnel | | | | | |
| a) Effectif moyen des salariés employés | 296 | 240 | 195 | 187 | 137 |
| b) Montant de la masse salariale de l'exercice | 31 203 | 25 158 | 20 620 | 22 212 | 12 720 |
| c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, retraites, etc.) (en milliers d'euros) | 17 309 | 14 009 | 10 215 | 8 355 | 7 196 |

Un rachat d'action a été effectué en 2025 cf. Section 6.4.1.

6.4.5 Proposition d'affectation du résultat d'Ayvens SA

Au cours de l'Assemblée générale du 13 mai 2026, le Conseil d'administration proposera une affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 de 1 000 380 milliers d'euros comme suit :

- soit un solde du bénéfice de l'exercice : 1 000 380 milliers d'euros ;
- auquel s'ajoute le report à nouveau en date du 31/12/2024 après affectation définitive du résultat de l'année 2024 de : 2 828 497 milliers d'euros ;
- formant un bénéfice distribuable de : 3 828 876 milliers d'euros.

L'affectation de ce bénéfice distribuable est proposée ci-après :

- acompte sur dividende payé le 18 décembre 2025 : 328 931 milliers d'euros
- dividende ordinaire prélevé sur le bénéfice distribuable : 462 478 milliers d'euros (soit 0,59 euro par action) ;
- affectation du montant non distribué au report à nouveau dont le solde sera de : 3 037 466 milliers d'euros.

Montant total de la distribution proposée sur la base d'un capital de 783 862 091 actions au 31 décembre 2025 : 791 409 milliers d'euros.

Au plan fiscal, pour les actionnaires personnes physiques qui résident fiscalement en France, il est précisé que ce dividende de 0,59 euro par action est soumis à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8 % mais peut être imposé, sur option globale prévue au 2 de l'article 200 A du Code général des impôts de l'actionnaire, au barème progressif de l'impôt sur le revenu ; dans ce dernier cas, le dividende est éligible à l'abattement de 40 % qui résulte de l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

Le détachement du dividende aura lieu le 20 mai 2026 et le dividende sera mis en paiement le 22 mai 2026.

6.4.6 Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement d'Ayvens SA

Conformément aux dispositions des articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses somptuaires non déductibles du résultat fiscal d'un montant de 360 milliers d'euros relatives aux amortissements non déductibles de la flotte détenue par Ayvens SA pour ses collaborateurs.

6.5 Comptes annuels

6.5.1 Bilan actif

| Bilan – actif (en milliers d'euros) | Exercice 2025 | | | Exercice 2024 |
|--|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------|
| | Brut | Amort. et dépréciations | Net | Net |
| Immobilisations incorporelles | 192 604 | 74 482 | 118 122 | 56 768 |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | 133 086 | 73 818 | 59 268 | 56 768 |
| Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes ⁽¹⁾ | 59 518 | 664 | 58 854 | |
| Immobilisations corporelles | 2 342 | 2 056 | 286 | 46 678 |
| Autres immo. Corporelles | 2 342 | 2 056 | 286 | 1 455 |
| Immobilisations corporelles en cours ⁽¹⁾ | | | - | 45 223 |
| Immobilisations financières⁽²⁾ | 25 602 472 | 2 387 731 | 23 214 741 | 27 545 230 |
| Participations | 13 006 935 | 2 387 731 | 10 619 204 | 13 561 143 |
| Créances rattachées à des participations | 12 593 056 | | 12 593 056 | 13 982 641 |
| Autres immobilisations financières | 2 481 | | 2 481 | 1 446 |
| TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I) | 25 797 418 | 2 464 269 | 23 333 149 | 27 648 676 |
| Créances ⁽⁴⁾ | 167 249 | | 167 249 | 159 948 |
| Clients et comptes rattachés | 37 157 | | 37 157 | 67 293 |
| Autres créances | 97 082 | | 97 082 | 92 655 |
| Charges constatées d'avance ⁽³⁾ | 33 010 | | 33 010 | 32 827 |
| Disponibilités | 13 257 | | 13 257 | 15 584 |
| Actions propres | 7 052 | | 7 052 | 10 049 |
| Disponibilités | 6 205 | | 6 205 | 5 535 |
| TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II) | 180 506 | - | 180 506 | 208 359 |
| Écarts de conversion et d'évaluation – Actif (III) | 3 803 | | 3 803 | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 25 981 727 | 2 464 269 | 23 517 458 | 27 857 035 |

(1) Les immobilisations en cours liés aux développements informatiques, présentées auparavant par erreur dans le poste immobilisations corporelles ont été reclassées dans le poste immobilisations incorporelles.

(2) Dont 1 766 257 milliers d'euros à moins d'un an

(3) Les charges constatées d'avance, présente en section total actif en 2024 sont présentées au 31/12/2025 dans la section créances.

(4) Dont 6 437 milliers d'euros à moins d'un an

6.5.2 Bilan passif

| Bilan – passif (en milliers d'euros) | Exercice 2025 | Exercice 2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel (dont versé : 1 175 793) | 1 175 793 | 1 225 441 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | 3 363 509 | 3 668 001 |
| Réserve : | | |
| Réserve légale | 117 579 | 122 544 |
| Autres réserves | 56 | 56 |
| Report à nouveau | 2 499 566 | 1 221 882 |
| Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) | 1 000 380 | 1 908 661 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (I) | 8 156 884 | 8 146 585 |
| Produit des émissions de titres participatifs | 750 000 | 750 000 |
| TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES (I BIS) | 750 000 | 750 000 |
| Provisions pour risques | 8 536 | 3 724 |
| Provisions pour charges | 6 818 | 7 427 |
| TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (II) | 15 354 | 11 151 |
| Autres emprunts obligataires | 8 313 968 | 9 965 519 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 6 078 234 | 8 735 599 |
| Dettes Fournisseurs et comptes rattachés | 159 173 | 106 065 |
| Dettes fiscales et sociales | 23 592 | 8 273 |
| Autres dettes | 172 | 107 109 |
| Produits constatés d'avance | 16 327 | 26 733 |
| TOTAL DES DETTES ⁽¹⁾ (III) | 14 591 466 | 18 949 298 |
| Écart de conversion Passif (IV) | 3 754 | |
| TOTAL GÉNÉRAL – PASSIF (I + I BIS + II + III + IV) | 23 517 458 | 27 857 035 |

(1) Dont 2 026 903 milliers d'euros à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours).

6.5.3 Compte de résultat

| Compte de résultat (en milliers d'euros) | Exercice 2025 | Exercice 2024 |
|--|------------------|------------------|
| | Total | Total |
| Produits d'exploitation : | | |
| Production vendue de services | 155 657 | 167 735 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | - | 21 334 |
| Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | 17 | |
| Autres produits | 15 544 | 48 |
| Total des produits d'exploitation (I) | 171 218 | 189 117 |
| Charges d'exploitation : | | |
| Autres achats et charges externes ⁽¹⁾ | 242 497 | 228 719 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 36 982 | 352 |
| Salaires | 31 203 | 25 158 |
| Cotisations sociales | 17 309 | 14 009 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations : | | |
| Immobilisations – dotations aux amortissements | 17 158 | 13 506 |
| Immobilisations - dotations aux dépréciations | 2 386 | |
| Dotations aux provisions | 8 172 | 8 546 |
| Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées | 910 | |
| Autres charges | 1 798 | 2 475 |
| Total des charges d'exploitation (II) | 358 416 | 292 765 |
| 1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I)-(II) | (187 198) | (103 648) |
| Produits financiers : | | |
| De participation ⁽²⁾ | 3 688 519 | 2 230 650 |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé ⁽²⁾ | 536 789 | 572 778 |
| D'autres intérêts et produits assimilés ⁽²⁾ | - | 930 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | - | 67 569 |
| Différences positives de change | 157 | 8 |
| Produits des cessions d'immobilisations financières | 3 858 | |
| Total des produits financiers (III) | 4 229 324 | 2 871 935 |
| Charges financières : | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 2 391 493 | |
| Intérêts et charges assimilées ⁽³⁾ | 676 695 | 801 237 |
| Différences négatives de change | 201 | 289 |
| Valeurs comptables des immobilisations financières cédées | 6 582 | |
| Total des charges financières (IV) | 3 074 971 | 801 526 |
| 2. RÉSULTAT FINANCIER (III)-(IV) | 1 154 352 | 2 070 409 |
| 3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV) | 967 154 | 1 966 762 |
| Produits exceptionnels (VII) | - | - |
| Charges exceptionnelles (VIII) | - | 94 105 |
| 4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | - | (94 105) |
| Impôts sur les bénéfices (IX) | (33 226) | (36 003) |
| Total des produits (I + III + V + VII) | 4 400 542 | 3 061 052 |
| Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX) | 3 400 162 | 1 152 390 |
| BÉNÉFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES) | 1 000 380 | 1 908 661 |

(1) Sans redevances de crédit-bail mobilier et immobilier ;

(2) Dont 4 225 298 milliers d'euros produits concernant les entités liées.

(3) Dont 92 298 milliers d'euros intérêts concernant les entités liées.

6.5.4 Exposé sur les résultats économiques et financiers d'Ayvens SA

6.5.4.1 Compte de résultat

Le chiffre d'affaires est en léger repli en 2025 à 155 657 milliers d'euros en raison principalement d'une diminution des primes de volume reçues des fournisseurs en raison du transfert de cette activité dans une autre entité du Groupe (LeasePlan Global Procurement).

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 358 416 milliers d'euros contre 292 764 milliers d'euros en 2024. Cette hausse s'explique principalement par la hausse des impôts, taxes et versements assimilés pour 36,6 millions d'euros en raison du paiement d'une retenue à la source sur le dividende payé par Ayvens Turquie pour 19,3 millions d'euros et de la taxe sur les rachats d'actions opérés en décembre 2025 pour 15,9 millions d'euros. Les charges de personnel sont également en hausse en raison de l'augmentation des effectifs.

Le résultat financier s'élève à 1 154 352 milliers d'euros contre 2 070 409 milliers d'euros en 2024. Cette variation est principalement la conséquence de la normalisation du montant des dividendes remontés par les filiales en 2025 par rapport à 2024. Le résultat financier inclut également une dépréciation sur les titres de participation de 2,3 milliards d'euros.

L'impôt sur les bénéfices de l'année s'élève à - 33 226 milliers d'euros (correspondant à un produit d'impôt) contre - 36 003 milliers d'euros en 2024. Ce produit d'impôt correspond uniquement aux contributions d'impôt sur les sociétés dues par les entités bénéficiaires du groupe d'intégration fiscale en France. En 2025, la charge d'impôt du groupe fiscal est nulle.

Le résultat comptable après impôt de l'exercice 2025 se solde par un bénéfice de 1 000 380 milliers d'euros contre 1 908 661 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent.

6.5.4.4 Hors bilan

Engagements donnés : Ayvens SA a octroyé des garanties et contre-garanties pour le compte de ses filiales en cas de financement externe (ligne de crédit ou revolving) ou de location immobilière pour un montant total de 2 256 millions d'euros contre 780,1 millions d'euros au 31 décembre 2024.

| Engagements Hors Bilan (en millions d'euros) | Exercice 2025 | Exercice 2024 |
|---|---------------|---------------|
| Avals, cautionnements et garanties | 2 256 | 780 |
| Garanties de financement données | 2 121 | 751 |
| Autres garanties données (bail de location, lettre de confort...) | 135 | 29 |
| Facilité de crédit | 1 750 | - |

6.5.4.2 Bilan actif

Au 31 décembre 2025, le total du bilan s'élève à 23 517 458 milliers d'euros contre 27 857 035 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les immobilisations nettes s'élèvent à 23 333 149 milliers d'euros contre 27 648 676 milliers d'euros à l'issue de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement la résultante de la provision sur les titres de participations LP Group pour 2,1 milliards d'euros.

L'actif circulant s'élève à 180 506 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 208 359 milliers d'euros à la fin de l'exercice précédent.

6.5.4.3 Bilan passif

Le montant des capitaux propres est passé de 8 146 585 milliers d'euros au 31 décembre 2024 à 8 156 884 milliers d'euros au 31 décembre 2025. Cette variation s'explique par l'ensemble des distributions opérées au cours de l'année (dividende ordinaire, acompte sur dividende et actions annulées dans le cadre du programme de rachat d'actions) compensée par le résultat de l'année 2025.

Les dettes financières ont baissé significativement à 14 392 202 milliers d'euros contre 18 701 118 milliers d'euros à fin 2024 en raison notamment de remboursement d'emprunts suite à la remontée de trésorerie *via* le dividende payé par LP Group.

Les dettes d'exploitation à fin décembre 2025 s'élèvent à 199 264 milliers d'euros contre 248 181 milliers d'euros en 2024, incluant les produits constatés d'avance.

6.5.5 Annexe

Informations générales

| | |
|---|--|
| Entité établissant les états financiers consolidés de l'ensemble le plus grand d'entités dont l'entité fait partie en tant qu'entité filiale | <p>Nom : SOCIETE GENERALE</p> <p>Siège : 29, boulevard Haussmann – 75009 PARIS N° d'identification : 552 120 222 RCS Paris</p> <p>Lieu où des copies des états financiers consolidés peuvent être obtenues : siège social</p> |
| Entité établissant les états financiers consolidés de l'ensemble le plus petit d'entités compris dans l'ensemble d'entités visé ci-dessus dont l'entité fait partie en tant qu'entité filiale | <p>Nom : Ayvens SA</p> <p>Siège : Tour Granite – CS 50318, 17, Cours Valmy – 92800 PUTEAUX N° d'identification : 417 689 395 R.C.S. Nanterre</p> <p>Lieu où des copies des états financiers consolidés peuvent être obtenues : siège social</p> |

Les informations ci-après constituent l'annexe au bilan avant distribution au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 dont le total est 23 517 458 milliers d'euros et le résultat s'élève à 1 000 380 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ayvens SA est une société anonyme de droit français. Son siège social est situé à l'adresse suivante : TOUR GRANITE-CS 50318, 17 COURS VALMY – 92800 PUTEAUX, France suite à son déménagement le 1^{er} novembre 2025.

La Société est une filiale de Société Générale (participation de 54,8 %), dont le siège social est situé au 29 Bd Haussmann dans le IX^{ème} arrondissement et qui est immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 552 120 222 RCS PARIS.

Les comptes individuels sont présentés en milliers d'euros ; les montants ont été arrondis au millier le plus proche, sauf indication contraire. Dans certains cas, l'arrondi peut entraîner des écarts non significatifs entre les lignes et les colonnes de totaux.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général ANC 2014-03.

La société a modifié la présentation des immobilisations incorporelles en cours liées aux développements informatiques qui étaient présentées dans le poste immobilisations corporelles en 2024.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La société a adopté le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 homologué par arrêté du 26 décembre 2023 et publié au Journal officiel du 30 décembre 2023 relatif à la modernisation des états financiers.

Le règlement ANC 2022-06 prévoit par ailleurs que sont désormais comptabilisés en résultat exceptionnel uniquement les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel, ainsi que certains éléments, d'un nombre limité (écritures comptables d'origine purement fiscale, changements de méthode comptable, corrections d'erreur). Ce règlement a également supprimé l'utilisation de la technique du transfert de charges. L'amortissement des frais d'emprunt activés est désormais présenté en charges financières.

Les dispositions de ce règlement constituent un changement de méthode comptable qui s'applique de manière prospective à compter de l'exercice de première application 31/12/2025 sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat pour ce premier exercice d'application. Les incidences de l'application de ce nouveau règlement sont présentées ci-dessous dans le paragraphe sur les changements de méthodes.

Informations complémentaires

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux) ;
- à leur coût de production (biens produits) ;
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage.

| | | |
|---|---------------|--------|
| Installations techniques | Mode linéaire | 5 ans |
| Installations et agencements | Mode linéaire | 5 ans |
| Matériel de bureau et mobilier informatique | Mode linéaire | 3 ans |
| Mobilier de bureau | Mode linéaire | 10 ans |
| Serveurs | Mode linéaire | 5 ans |

Immobilisations incorporelles en cours

Les immobilisations incorporelles en cours correspondent à des développements de logiciels internes menés par Ayvens SA, au bénéfice des entités du groupe.

La société a appliqué le règlement ANC 2023-05 sur les solutions informatiques. Les critères d'activation d'un projet sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2023-05 : une solution informatique n'est immobilisée que lorsqu'elle remplit l'ensemble des critères d'activation suivants :

- faisabilité technique démontrée ;
- intention d'achever le développement et de mettre la solution en service ;
- capacité de l'entité à utiliser ou, le cas échéant, à générer des avantages économiques futurs ;
- disponibilité des ressources techniques, humaines et financières nécessaires ;
- fiabilité de l'évaluation des coûts directement liés au projet.

L'ensemble des logiciels développés en interne fait l'objet d'un amortissement à partir de la date d'activation.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les logiciels développés en interne, et en intégralité par l'entreprise ont pour objectifs l'efficacité opérationnelle et non la commercialisation. Par ailleurs, les solutions développées par l'entité remplissent les critères prévus article 611-3 du PCG.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage qui varient en fonction de la nature du projet (majoritairement entre 5 et 8 ans).

Les logiciels sont amortis linéairement sur 3 ans.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable ou lorsqu'un projet est arrêté. De plus, un test de dépréciation est réalisé annuellement en tenant compte de l'usage par les entités bénéficiaires, de leur valeur nette ainsi que de leur obsolescence.

Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

À la clôture de l'exercice, les titres de participations sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix qu'Ayvens accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Cette valeur est estimée et dépend de la nature de l'activité de l'entité. Elle est déterminée à partir de différents critères tels que l'actif net comptable, la rentabilité (basée sur les plans d'affaires déterminés par les entités incluant la capacité distributive) ou par un expert indépendant. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille titres.

Lorsqu'un indice de perte de valeur a été constaté, un test de dépréciation a été réalisé, consistant à comparer la valeur nette de l'actif, avec sa valeur actuelle suivant l'article 214-15 du PCG.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision afin de tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice ;
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Actions auto détenues

À la date du présent Document d'Enregistrement Universel, la Société détient en propre 687 397 actions Ayvens, en vue de leur attribution aux salariés ou dans le cadre de son contrat de liquidité (détails disponibles sur www.ayvens.com, section investisseurs). Aucune de ces actions n'est détenue par ses filiales ou par un tiers en son nom.

| Année | 2023 | 2024 | 2025 |
|-----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Type de plan | Attribution gratuite d'actions | Attribution gratuite d'actions | Attribution gratuite d'actions |
| Nombre total d'actions attribuées | 433 267 | 73 163 | 96 217 |
| Juste valeur (en euros) | 8,31 | 4,79 | 6,62 |
| Conditions de performance | Oui | Oui | Oui |
| Condition de présence | Oui | Oui | Oui |

Rémunération du Conseil d'administration et des organes de direction

Le montant des rémunérations dû de l'activité des administrateurs de l'entreprise au titre de l'exercice 2025 est de 389 milliers d'euros.

Les rémunérations versées en 2025 aux mandataires sociaux (au Président du Conseil d'administration, au Directeur général et au Directeur général délégué) s'élèvent à 3 millions d'euros.

Régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes de retraite à cotisations définies dont bénéficient les salariés d'Ayvens SA sont situés en France. Ils regroupent notamment l'assurance vieillesse obligatoire et le régime de retraite national AGIRC-ARRCO.

Les engagements retraite sont autofinancés à partir de la trésorerie de l'entreprise. L'âge moyen des effectifs actifs d'Ayvens SA au 31 décembre 2025 est de 41,4 ans. Aucun départ en retraite n'a été constaté sur l'exercice. La provision pour engagement de retraite au 31 décembre 2025 reste stable à 1,1 million d'euros, dont 47,8 % de charges patronales, et est déterminée selon la méthode prospective dite des « unités de crédit projetées ». Les principales hypothèses retenues sont : taux d'actualisation 3,70 % (3,37 % au 31/12/2024), taux d'augmentation des salaires à long-terme 0,85 % (inchangé par rapport au 31/12/2024) et inflation à long-terme 2,10 % (2,14 % au 31/12/2024) conformément à la réglementation ANC 2013-02.

Événements significatifs de l'année

Filiales et participations

Plusieurs événements importants se sont produits pour Ayvens en 2025, notamment :

- acquisition directe de certaines entités détenues précédemment par ALD International GmbH (pour 124 millions d'euros) dans le but de préparer les fusions des entités opérationnelles dans les pays (Ayvens Croatia doo, Ayvens Fleet Services, Ayvens Slovenia doo, ALD Automotive UAB, ALD Automotive SIA, ALD Automotive Eesti AS, ALD Automotive EOOD) ;
- fusion de filiales : au sein d'un pays, suite à l'acquisition des deux filiales ALD et LeasePlan, la stratégie de rationalisation des opérations a été poursuivie en 2025 *via* des fusions. L'objectif premier de cette opération est de créer des synergies entre les deux entités afin de maximiser l'efficacité opérationnelle, de faire converger les processus et de rationaliser les coûts ; ces fusions n'ont pas d'impact sur la valeur bilantielle des titres. Durant l'année 2025, les fusions ont été conduites dans les pays suivants : Italie, Suède, Mexique, Suisse, Roumanie, Espagne, Hongrie, Brésil, Allemagne, Slovaquie et Autriche ;
- en avril 2025 et en juin 2025, la filiale LP Group a procédé à une distribution exceptionnelle de 2 900 millions d'euros sous la forme d'un dividende exceptionnel de 2 110 millions d'euros et d'une réduction de capital de 790,1 millions d'euros. Cette distribution exceptionnelle visait à rétrocéder à Ayvens la trésorerie payée par Ayvens SA dans le cadre des différentes opérations de rachat des titres des filiales détenues directement et indirectement par LP Group. Par conséquent, par symétrie avec la constatation en produit dans le compte de résultat du dividende exceptionnel de 2,1 milliards d'euros, une provision pour dépréciation des titres de participation a été constatée à due concurrence ;
- en octobre 2025, Ayvens a conclu un accord avec le consortium Lincoln sur le complément de prix à verser ainsi qu'à d'autres éléments relatifs à la transaction. À ce titre, au cours de l'exercice, la valeur comptable des titres de LP Group a ainsi été révisée à la hausse de 22,2 millions d'euros.

Dividendes

L'ensemble des dividendes perçus au titre de l'exercice 2025 s'élève à 3 688 519 milliers d'euros, correspondant principalement au versement de dividendes sur les résultats des filiales 2024, ainsi qu'au versement d'un dividende sur une partie du prix de cession des filiales des *holdings* internes (notamment un montant de 2 114 000 milliers d'euros de LP Group).

Provisions pour dépréciation des titres de participation

En complément de la dépréciation de 2,1 milliards d'euros constatée sur les titres de participation LP Group, la revue du portefeuille des titres de participation a conduit à comptabiliser une dépréciation supplémentaire de **274 millions d'euros** au titre de l'exercice.

La dépréciation est déterminée sur la base de la **valeur d'usage**, calculée selon un modèle d'actualisation des flux futurs (méthode des flux de dividendes actualisés – DDM) reposant sur les trajectoires financières actualisées, les paramètres de marché en vigueur à la clôture et les hypothèses retenues par la direction pour évaluer la capacité future de distribution des entités concernées.

La dotation correspondante est comptabilisée dans le poste « **Charges financières** » du compte de résultat.

La dépréciation résulte principalement :

- de l'évolution défavorable de certaines hypothèses financières et opérationnelles retenues dans les projections ;
- de la mise à jour des paramètres de marché (taux d'actualisation, primes de risque) affectant la valeur d'usage ;
- d'éléments spécifiques propres à certaines entités pouvant impacter leurs perspectives de rentabilité.

Aucune **dépréciation exceptionnelle liée à la législation fiscale** n'a été constatée au titre de l'exercice.

Changements de méthode

À compter de l'exercice clos au 31 décembre 2025, la société a appliqué le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022, relatif à la modernisation des états financiers, applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. L'impact le plus significatif concerne la présentation du résultat exceptionnel.

Ce règlement supprime la notion de résultat exceptionnel au profit d'une information fondée sur la nature des produits et des charges, tout en maintenant la possibilité d'une information distincte en annexe pour les éléments significatifs et non récurrents. En conséquence, Ayvens SA a procédé à un reclassement de certains produits et charges auparavant comptabilisés en résultat exceptionnel, vers les rubriques appropriées du compte de résultat, sur la base d'une réallocation des comptes permettant de redéfinir le périmètre du résultat exceptionnel conformément à la nouvelle réglementation.

Ce changement de méthode est appliqué de manière prospective, conformément aux dispositions du règlement ANC précité. En conséquence, les comptes des exercices antérieurs n'ont pas fait l'objet de retraitement comparatif. Ce changement améliore la lisibilité et la comparabilité de la performance opérationnelle et financière.



La prise en compte du changement de méthode a impacté le compte de résultat pour un total de 94 105 milliers d'euros comme suit :

| Compte de résultat (en milliers d'euros) | Exercice 2024 Retraité | Exercice 2024 Publié |
|---|-----------------------------------|---------------------------------|
| Charges exceptionnelles (VIII) | 94 105 | |
| <i>Dont charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i> | - | 1 090 |
| <i>Dont charges exceptionnelles sur opérations en capital</i> | - | 93 015 |
| TOTAL | 94 105 | 94 105 |

Concernant les postes du compte de résultat le compte de transfert de charges présenté en « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » figure en « Autres produits ».

Concernant les postes du bilan :

- les charges constatées d'avance sont présentées au total de l'actif circulant pour 32 826 milliers d'euros et ont été remontés dans le poste total des créances ;
- les immobilisations incorporelles en cours sont regroupées avec les avances et acomptes ;
- les provisions, qui étaient présentées sur une seule ligne, sont désagrégées en distinguant les provisions pour risques et les provisions pour charges.

Enfin l'ensemble des libellés des postes a été revu pour correspondre à la nouvelle norme.

Par ailleurs, certains tableaux à fournir dans le cadre de ce règlement ne sont pas repris dans les États Financiers de la société en raison de leur caractère non applicable.

Événements postérieurs à la clôture

Aucun.

6.5.6 Informations bilan et résultat

Immobilisations

| Situations et mouvements (en milliers d'euros) | Montant brut à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant brut à la clôture de l'exercice |
|--|--|------------------|------------------|---|
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | 112 099 | 20 987 | | 133 086 |
| Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes ⁽¹⁾ | | 80 231 | 20 713 | 59 518 |
| Immobilisations incorporelles | 112 099 | 101 218 | 20 713 | 192 604 |
| Autres immo. corporelles | 5 051 | 134 | 2 843 | 2 342 |
| Immobilisations corporelles en cours ⁽¹⁾ | 45 223 | | 45 223 | - |
| Immobilisations corporelles | 50 274 | 134 | 48 066 | 2 342 |
| Participations | 13 561 184 | 263 407 | 817 656 | 13 006 935 |
| Créances rattachées à des participations | 13 982 641 | 5 683 746 | 7 073 331 | 12 593 056 |
| Autres immobilisations financières | 1 446 | 397 983 | 396 948 | 2 481 |
| Immobilisations financières | 27 545 271 | 6 345 136 | 8 287 935 | 25 602 472 |
| TOTAL | 27 707 644 | 6 446 488 | 8 356 714 | 25 797 418 |

(1) Reclassement des immobilisations en cours correspondants à des projets IT en cours de développement (45 223 K€ au 31/12/2024) du poste « Immobilisations corporelles en cours » vers le poste « Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes ».

1 – Concernant les postes d'immobilisations

| Augmentations | Augmentations de l'exercice | Ventilation des augmentations | | | | |
|--|-----------------------------|-------------------------------|--------------------------------|------------------|---------|---------------|
| | | Virements | | Entrées | | |
| | | De poste à poste | Provenant de l'actif circulant | Acquisitions | Apports | Créations |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | 20 987 | 20 713 | | 274 | | |
| Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes | 80 231 | 45 223 | | | | 35 008 |
| Immobilisations incorporelles | 101 218 | 65 936 | | 274 | | 35 008 |
| Autres immo. corporelles | 134 | | | 134 | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | 134 | | | 134 | | |
| Participations | 263 407 | | | 263 407 | | |
| Créances rattachées à des participations | 5 683 746 | | | 5 683 746 | | |
| Autres immobilisations financières | 397 983 | 282 | | 397 701 | | |
| Immobilisations financières | 6 345 136 | 282 | | 6 344 854 | | |
| TOTAL | 6 446 488 | 66 218 | | 6 345 262 | | 35 008 |

2 – Développement de la colonne

| « Diminutions » du tableau présenté à l'article 832-1 | Diminutions de l'exercice | Ventilation des diminutions | | | | |
|--|---------------------------|-----------------------------|------------------------------------|------------------|-----------|--------------------|
| | | Virements | | Sorties | | |
| | | De poste à poste | À destination de l'actif circulant | Cessions | Scissions | Mises hors service |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes | 20 713 | 20 713 | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 20 713 | 20 713 | | | | |
| Autres immo. corporelles | 2 843 | | | 2 843 | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 45 223 | 45 223 | | | | |
| Immobilisations corporelles | 48 066 | 45 223 | | 2 843 | | |
| Participations | 817 656 | | 812 056 | 5 600 | | |
| Créances rattachées à des participations | 7 073 331 | 282 | | 7 073 049 | | |
| Autres immobilisations financières | 396 948 | | | 396 948 | | |
| Immobilisations financières | 8 287 935 | 282 | 812 056 | 7 475 597 | | |
| TOTAL | 8 356 714 | 66 218 | 812 056 | 7 478 440 | | |

Charge d'amortissement

Situation et mouvements des amortissements et dépréciations de l'exercice

| Description (en milliers d'euros) | Durée d'utilisation ou taux d'amortissement | Mode d'amortissement | Amort. cumulés à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : Dotations de l'exercice | Diminutions | Amort. cumulés à la clôture de l'exercice |
|--|---|--------------------------|--|---|--------------|---|
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | Entre 3 et 8 ans | Linéaire et/ou dégressif | 55 331 | 18 487 | | 73 818 |
| Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes | | | | 664 | | 664 |
| Immobilisations incorporelles | | | 55 331 | 19 151 | | 74 482 |
| Autres immobilisations corporelles | Entre 3 et 10 ans | Linéaire | 3 596 | 419 | 1 959 | 2 056 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | 3 596 | 419 | 1 959 | 2 056 |
| Participations | | | 41 | 2 387 690 | | 2 387 731 |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | | |
| Immobilisations financières | | | 41 | 2 387 690 | | 2 387 731 |
| TOTAL | | | 58 968 | 2 407 260 | 1 959 | 2 464 269 |

Concernant les amortissements

Ventilation des dotations

| Dotations de l'exercice | Compléments liés à une réévaluation | Sur éléments amortis selon mode linéaire | Sur éléments amortis selon un autre mode | Dotations exceptionnelles |
|--|-------------------------------------|--|--|---------------------------|
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | | 16 765 | | |
| Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | 16 765 | | |
| Autres immo. corporelles | | 419 | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Immobilisations corporelles | | 419 | | |
| Participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| TOTAL | | 17 184 | | |

Ventilation des diminutions

| Diminutions de l'exercice | Éléments transférés à l'actif circulant | Éléments cédés | Éléments mis hors service |
|--|---|----------------|---------------------------|
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | |
| Autres immo. corporelles | | 1 959 | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | |
| Immobilisations corporelles | | 1 959 | |
| Participations | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Autres immobilisations financières | | | |
| Immobilisations financières | | | |
| TOTAL | | 1 959 | |

Dépréciation des immobilisations

| Situations et mouvements (b) Rubriques (a) | Dépréciations à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | Dépréciations à la clôture de l'exercice (c) |
|--|---|---|--|--|
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | | 1 722 | | 1 722 |
| <i>Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes</i> | | 664 | | 664 |
| Immobilisations incorporelles | | 2 386 | | 2 386 |
| Autres immo. corporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Participations | 41 | 2 387 690 | | 2 387 731 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| Immobilisations financières | 41 | 2 387 690 | | 2 387 731 |
| TOTAL | 41 | 2 390 076 | | 2 390 117 |

Provisions

| Description (en milliers d'euros) | Montant à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | | Montant à la clôture de l'exercice |
|--|---|---|---|---------------|--|
| | | | Utilisées | Non utilisées | |
| Provisions pour pensions retraites | 1 129 | | | | 1 129 |
| Provisions pour attribution d'actions gratuites aux salariés | 6 297 | 2 230 | 5 338 | | 3 189 |
| Autres provisions pour charges ⁽¹⁾ | | 2 500 | | | 2 500 |
| Provisions pour charges | 7 426 | 4 730 | 5 338 | | 6 818 |
| Provisions Ressources Humaines | 3 724 | 3 443 | 2 434 | | 4 733 |
| Provision pour risque de change | | 3 803 | | | 3 803 |
| Provisions pour risques | 3 724 | 7 246 | 2 434 | | 8 536 |
| TOTAL | 11 150 | 11 976 | 7 772 | | 15 354 |

(1) Coût de liquidation de l'entité ALD Egypte.

États des échéances des créances et des dettes

A – État des créances

| État des créances (en milliers d'euros) | Montant brut | À un an au plus | À plus d'un an |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| Créances rattachées à des participations | 12 593 056 | 1 764 434 | 10 828 622 |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | 2 481 | 1 823 | 658 |
| Total des créances liées à l'actif immobilisé | 12 595 537 | 1 766 257 | 10 829 280 |
| Clients douteux ou litigieux | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 37 157 | 37 157 | |
| Autres créances | | | |
| Créances représentatives de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 389 | 389 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 57 | 57 | |
| État et autres collectivités publiques | | | |
| • Impôts sur les bénéfices | 528 | 528 | |
| • Taxe sur la valeur ajoutée | 17 783 | 17 783 | |
| • Autres impôts | | | |
| • État – divers | | | |
| Groupes et associés | 78 167 | 78 167 | |
| Débiteurs divers | 159 | 159 | |
| Charges constatées d'avance | 33 010 | 6 437 | 26 573 |
| Total créances liées à l'actif circulant | 167 249 | 140 676 | 26 573 |
| TOTAL CRÉANCES | 12 762 786 | 1 906 933 | 10 855 853 |
| Prêts accordés au cours de l'exercice | 5 476 312 | | |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice | 6 860 100 | | |

B – État des dettes

| État des dettes (en milliers d'euros) | Montant brut | À un an au plus | À plus d'un an et moins de cinq ans | À plus de cinq ans |
|---|-------------------|------------------|-------------------------------------|--------------------|
| Obligations convertibles | | | | |
| Autres obligations | 8 313 968 | 1 385 347 | 6 428 621 | 500 000 |
| Emprunts auprès d'institutions financières à plus d'un an à l'origine | 6 078 234 | 452 034 | 4 085 100 | 1 541 100 |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 159 173 | 159 173 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 5 983 | 5 983 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 1 673 | 1 673 | | |
| État et autres collectivités publiques | | | | |
| • Impôts sur les bénéfices | | | | |
| • Taxe sur la valeur ajoutée | | | | |
| • Obligations cautionnées | | | | |
| • Autres impôts | 15 936 | 15 936 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupes et associés | | | | |
| Autres dettes | 172 | 172 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 16 327 | 6 585 | 9 742 | |
| TOTAL DES DETTES | 14 591 466 | 2 026 903 | 10 523 463 | 2 041 100 |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 13 223 202 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 17 475 359 | | | |

Emprunts obligataires

| Date d'émission | Devise | Date d'échéance | Montant (en millions d'euros) | Taux |
|-----------------|--------|-----------------|----------------------------------|---------------|
| Février 2022 | EUR | Mars 2026 | 700 | 1,250 % |
| Juillet 2022 | EUR | Juillet 2027 | 500 | 4,000 % |
| Janvier 2023 | EUR | Janvier 2027 | 750 | 4,250 % |
| Octobre 2023 | EUR | Octobre 2028 | 1 000 | 4,875 % |
| Novembre 2023 | EUR | Novembre 2026 | 500 | 4,375 % |
| Janvier 2024 | EUR | Janvier 2031 | 500 | 4,000 % |
| Janvier 2024 | EUR | Janvier 2028 | 1 000 | 3,875 % |
| Février 2024 | EUR | Février 2027 | 1 000 | 3,875 % |
| Mars 2024 | CHF | Mars 2029 | 225,4 | 2,225 % |
| Juillet 2024 | EUR | Juillet 2029 | 750 | 3,875 % |
| Février 2025 | EUR | Novembre 2027 | 500 | EUR3M+68pb |
| Février 2025 | EUR | Février 2030 | 500 | 3,25 % |
| Octobre 2025 | SEK | Octobre 2028 | 54,5 | STIBOR3M+81pb |
| Octobre 2025 | NOK | Octobre 2028 | 149,9 | NIBOR3M+77pb |

Détail des charges à payer

| Charges à payer (en milliers d'euros) | Montant |
|---|----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | 185 347 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements financiers | 36 034 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 134 566 |
| Dettes fiscales et sociales | 23 592 |
| TOTAL | 379 539 |

Détail des produits à recevoir

| Produits à recevoir (en milliers d'euros) | Montant |
|--|----------------|
| Créances rattachées à des participations | 207 435 |
| Créances clients et comptes rattachés | 8 724 |
| Personnel et comptes rattachés | 72 |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 57 |
| État et autres collectivités publiques | 18 311 |
| TOTAL | 234 599 |

Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées

La société n'a pas conclu des transactions à des conditions anormales de marché avec des parties liées.

Les contrats de prêts AT1 et AT2 sont conclus avec Société Générale, l'actionnaire principal.

Crédit d'impôt

(en milliers d'euros)

| | Montant |
|-------------------------|------------|
| Crédit d'impôt mécénat | 80 |
| Crédits d'impôt famille | 31 |
| TOTAL | 111 |

Répartition des effectifs par catégorie

| Lignes à développer par catégorie de salariés | Effectif moyen employé pendant l'exercice |
|---|---|
| Ouvriers | - |
| Employés, techniciens, agents de maîtrise | 10 |
| Cadres et ingénieurs | 286 |
| TOTAL | 296 |

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

| | Nombre au début de l'exercice | Créés au cours de l'exercice | Remboursés au cours de l'exercice | Nombre au 31 décembre 2025 | Valeur nominale |
|--------------------|-------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|-----------------|
| Actions ordinaires | 816 960 428 | | 33 098 337 | 783 862 091 | 1,5 |

Variation des capitaux propres

| Capitaux propres (en milliers d'euros) | Ouverture | Affectation du résultat 2025 | Annulation d'actions | Acompte sur dividende | Résultat net de l'exercice | Apports et fusions | Clôture |
|---|------------------|------------------------------|----------------------|-----------------------|----------------------------|--------------------|------------------|
| Capital social ou individuel | 1 225 441 | | (49 648) | | | | 1 175 793 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport... | 3 668 001 | | (304 492) | | | | 3 363 509 |
| Écarts de réévaluation | | | | | | | |
| Réserve légale | 122 544 | | (4 965) | | | | 117 579 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | | | |
| Réserves réglementées | | | | | | | |
| Autres réserves | 56 | | | | | | 56 |
| Report à nouveau | 1 221 882 | 1 606 615 | | (328 931) | | | 2 499 566 |
| Résultat de l'exercice | 1 908 661 | (1 908 661) | | | 1 000 380 | | 1 000 380 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 8 146 585 | (302 046) | (359 104) | (328 931) | 1 000 380 | | 8 156 884 |

Filiales et participations

I – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCÈDE 1 % DU CAPITAL SOCIAL D'AYVENS SA

| Informations financières Filiales et participations en (en milliers d'euros) | Capital social ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾ | Quote-part du capital détenue (en pourcentage) | Valeur comptable des titres détenus ⁽⁴⁾ | |
|--|--|--|---|-------------------|
| | | | Brute | Nette |
| Renseignements concernant les filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société) | | | | |
| Ayvens Switzerland AG | 2 300 CHF | 100 | 37 180 | 30 050 |
| ALD Automotive SRL-ROMANIA | 121 732 RON | 100 | 40 716 | 40 716 |
| LeasePlan Hellas (Services de location de véhicules utilitaires et de gestion de flotte) Membre unique Société Anonyme – GRÈCE | 15 600 | 100 | 230 232 | 230 232 |
| Ayvens Slovakia, s.r.o. | 3 000 | 100 | 62 629 | 62 629 |
| LeasePlan Group BV | 100 000 | 100 | 3 869 420 | 1 759 547 |
| LeasePlan Digital BV | 0 | 100 | 30 332 | 30 332 |
| LeasePlan Global BV | 148 104 | 100 | 39 658 | 39 658 |
| Ayvens Austria GmbH | 1 490 | 100 | 111 705 | 111 705 |
| LeasePlan CN Holding BV | - | 100 | 15 405 | 15 405 |
| LeasePlan France SAS (SIREN 313606477) | 14 040 | 100 | 541 400 | 541 400 |
| Ayvens Ireland Limited | 39 | 100 | 123 831 | 116 241 |
| Ayvens Norge AS | 56 000 NOK | 100 | 156 944 | 156 944 |
| Ayvens Poland Sp. Z o.o. | 220 170 PLN | 100 | 62 726 | 62 726 |
| Ayvens Sweden A.B. | 50 000 SEK | 100 | 212 206 | 212 206 |
| LeasePlan Portugal Comércio e Aluguer de Automóveis e Equipamentos Lda. | 2 500 | 90 | 115 718 | 115 718 |
| Inula Holding UK Ltd. | 55 000 GBP | 100 | 318 182 | 318 182 |
| Ayvens Insurance LTD | 1 028 | 100 | 1 043 434 | 1 043 434 |
| LeasePlan Otomotiv Servis ve Ticaret AŞ | 761 288 TRY | 100 | 550 627 | 550 627 |
| Axus Nederland NV | 4 060 | 100 | 202 222 | 202 222 |
| Ayvens S.R.O | 70 020 CZK | 100 | 184 017 | 184 017 |
| ALD Automotive Italia s.r.l | 140 400 | 100 | 1 263 914 | 1 179 164 |
| Axus SA / NV | 86 160 | 100 | 781 942 | 781 942 |
| Ayvens Croatia d.o.o. | 1 723 | 100 | 58 467 | 58 467 |
| Ayvens Slovenija d.o.o. | 10 | 100 | 18 529 | 18 529 |
| Ayvens D.O.O., Beograd | 3 401 520 RSD | 100 | 36 044 | 36 044 |
| Ayvens Spain Mobility Solutions S.A.U. | 28 745 | 100 | 674 819 | 515 819 |
| Soluciones de Renting y Movilidad, S.L.U. | 2 000 | 100 | 70 635 | 70 635 |
| LeasePlan Hungaria | 676 000 HUF | 100 | 162 808 | 147 608 |
| Ayvens Denmark A/S | 190 001 DKK | 100 | 193 289 | 193 289 |
| ALD Automotive Private Limited | 695 490 INR | 100 | 13 306 | 13 306 |
| ALD Automotive UAB | 1 200 | 75 | 14 528 | 14 528 |
| TEMSYS (SIREN 351867692) | 89 606 | 100 | 352 736 | 352 736 |
| ALD International GmbH | 1 000 | 100 | 1 072 387 | 1 072 387 |
| A. TOTAL DES FILIALES | | | 12 661 988 | 10 278 445 |
| Renseignements concernant les participations (10 à 50 % du capital détenu par la société) | | | | |
| LeasePlan Emirates LLC | 56 600 AED | 49 | 32 624 | 32 624 |
| Axus Luxembourg S.A. | 100 150 | 25 | 203 600 | 203 600 |
| ALD Automotive S.A. | 381 476 BRL | 44 | 53 881 | 53 881 |
| B. TOTAL DES PARTICIPATIONS | | | 290 105 | 290 105 |
| C. TOTAL DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS (A + B) | | | 12 952 093 | 10 568 550 |

| Montant net des prêts et avances consentis par la société ^{(4) (5)} | Montant des engagements donnés par la société ⁽⁴⁾ | Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos ^{(3) (4) (6) (7)} | Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) ^{(3) (4) (7)} | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice ⁽⁴⁾ | Observations |
|--|--|---|--|---|---------------------|
| - | - | 73 096 CHF | -1 679 CHF | 4 497 | CA et Résultat 2024 |
| - | - | 658 745 RON | 3 029 RON | 9 261 | CA et Résultat 2024 |
| - | - | 388 000 | 31 900 | - | |
| - | - | 161 273 | 7 530 | 9 211 | CA et Résultat 2024 |
| 1 250 000 | - | 46 | -815 | 2 109 874 | |
| - | - | 3 185 | 16 530 | - | |
| - | - | 1 979 | -3 914 | - | |
| - | - | 291 000 | 18 255 | 21 093 | CA et Résultat 2024 |
| - | - | - | -450 | - | |
| - | - | 895 670 | 21 404 | 70 736 | CA et Résultat 2024 |
| - | - | 121 825 | 16 262 | 38 608 | |
| - | - | 918 081 NOK | 484 804 NOK | 75 820 | |
| - | - | 904 324 PLN | 2 396 PLN | 17 516 | |
| - | - | 4 022 417 SEK | 72 554 SEK | 16 263 | |
| - | - | 34 389 | 24 480 | 44 041 | |
| - | - | - | - | - | |
| - | - | 569 619 | 99 613 | 160 000 | |
| - | - | 18 982 802 TRY | -1 297 913 TRY | 128 485 | CA et Résultat 2024 |
| - | - | 2 574 240 | 78 481 | 143 543 | |
| - | - | 8 795 810 CZK | 550 359 CZK | 23 711 | |
| - | - | 2 407 152 | 72 232 | 171 500 | |
| - | - | 1 062 344 | 97 641 | 79 150 | CA et Résultat 2024 |
| - | - | 70 026 | 12 579 | - | |
| - | - | 24 441 | 3 848 | - | |
| - | - | 1 177 159 RSD | 983 070 RSD | 8 947 | |
| - | - | 1 635 767 | 126 298 | 98 050 | |
| - | - | 108 779 | 10 557 | 19 170 | |
| - | - | 72 733 449 HUF | 9 994 687 HUF | 23 798 | |
| - | - | 1 961 324 DKK | 136 706 DKK | 33 344 | |
| - | - | 6 922 309 INR | 844 653 INR | - | |
| - | - | 17 400 | 2 539 | - | CA et Résultat 2024 |
| - | - | 3 367 607 | 4 382 | 4 122 | CA et Résultat 2024 |
| - | - | 14 655 | 987 763 | 172 762 | CA et Résultat 2024 |
| 1 250 000 | | | | 3 483 502 | |
| - | - | 276 447 AED | 36 436 AED | 3 542 | |
| 11 135 622 | - | 270 207 | 111 587 | 42 568 | |
| - | - | 998 401 BRL | -9 470 BRL | 9 553 | |
| 11 135 622 | | | | 55 663 | |
| 12 385 622 | | | | 3 539 165 | |

II - Renseignements concernant les autres filiales et participations

| Informations financières Filiales et participations en (en milliers d'euros) | Valeur comptable des titres détenus ⁽⁴⁾ | | Montant net des prêts et avances consentis par la société ^{(4) (5)} | Montant des engagements donnés par la société ⁽⁴⁾ | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice ⁽⁴⁾ |
|--|---|---------------|--|---|---|
| | Brute | Nette | | | |
| Filiales étrangères | 54 842 | 50 655 | | | 149 355 |
| TOTAL DES FILIALES | 54 842 | 50 655 | | | 149 355 |

(1) Pour les filiales et participations étrangères, les capitaux propres ne sont présentés que pour le montant du capital social hors comptes de résultats dans leur devise locale.

(2) Dans la monnaie locale d'opération.

(3) Lorsqu'une filiale ou participation a demandé lors du dépôt des comptes annuels qu'ils ne soient pas rendus publics suivant les dispositions prévues pour les micro-entreprises à l'article L. 232-25 du code de commerce, ces colonnes peuvent ne pas être renseignées.

(4) En euros.

(5) Sous déduction des dépréciations le cas échéant.

(6) Lorsqu'une filiale ou participation a demandé lors du dépôt des comptes annuels que le compte de résultat ne soit pas rendu public suivant les dispositions prévues pour les petites entreprises à l'article L. 232-25 du code de commerce, le chiffre d'affaires réalisé par cette filiale ou participation peut ne pas être renseigné.

(7) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société ou des données d'un exercice antérieur du fait de la non-disponibilité des comptes à la date d'établissement des comptes, le préciser dans la colonne « Observations ».